Meuse

# Mobilisation des agriculteurs : ils en ont marre de « tourner en rond »

**Arrivée à l'Assemblée nationale ce lundi, la proposition de loi Duplomb-Menonville a été « suramendée » et devient « contreproductive » selon les syndicats de la FNSEA et des Jeunes Agriculteurs. À travers l'action « On tourne en rond ! », les agriculteurs meusiens ont investi plusieurs ronds points stratégiques du département, ralentissant fortement la circulation.**

**Les agriculteurs membres de la FDSEA 55 et des Jeunes Agriculteurs 55 ont manifesté sur les ronds points stratégiques du département afin de ralentir la circulation.** Photo M. B.

Un pas en avant, puis deux pas en arrière. C'est le sentiment qu'ont les agriculteurs membres des syndicats la FDSEA 55 et des Jeunes Agriculteurs 55 aujourd'hui.

« Nous avons déjà manifesté il y a un an et, depuis, nous avions obtenu quelques avancées, notamment avec la loi d'orientation agricole », explique Xavier Arnould, secrétaire général de la FDSEA 55, depuis le rond-point de Marbeaumont, à Bar-le-Duc. « Aujourd'hui, la proposition de loi de Duplomb et Menonville, qui a pour objectif de simplifier et de redonner de la compétitivité à l'agriculture française, a reçu près de 3 000 amendements. Elle ne passera donc jamais dans le temps imparti. »

Les agriculteurs alertent également sur « un risque de surtransposition », rendant cette loi totalement « contreproductive ».

**Avoir une vision à long terme**

Si certains partis politiques et certains agriculteurs (notamment en bio) ne veulent pas de cette loi à cause de l'article sur la réintroduction de l'acétamipride, un pesticide interdit en France depuis 2018, les syndicats manifestants, eux, défendent cette idée : « On retrouve ce produit sur les colliers antipuces pour animaux. Il est dans nos foyers ! Qu'on ne nous dise pas qu'il est nocif », proclamait Charles-Édouard Gibrat.

Xavier Arnould ajoutait alors : « On a des agriculteurs responsables qui font de l'agriculture française celle la plus vertueuse au monde, il faut nous faire confiance. Nous voulons simplement avoir une vision à long terme afin de pouvoir manger ce que l'on produit et ne pas laisser place à l'importation. »

Des manifestants barisiens qui ont vu avec bonheur leurs collègues du Sud meusien arriver en force et à grands coups de klaxon peu avant midi pour partager le barbecue.

Ces derniers s'étant mobilisés au préalable, dès 10 h, pour investir le rond-point stratégique d'Essilor, entre RN4 et RN135 à Ligny-en-Barrois, ralentissant grandement toute la circulation, sous l'œil des gendarmes venus en renfort pour sécuriser le flux de véhicules.

**« Lutter à armes égales »**

Même son de cloche à Verdun, où quinze tracteurs avaient investi le carrefour du Souvenir français (rond-point dit de « Maximo »), un peu moins au rond-point de l'Europe, même si la mobilisation n'a pas fléchi.

« Ils ont bien raison, moi aussi j'ai manifesté quand j'étais jeune », claironne un automobiliste, accessoirement retraité du monde agricole. « Et j'ai toujours dit que les ronds-points, c'était la bonne solution. »

« Pour une fois que des sénateurs ont le courage de défendre nos intérêts et ceux des Français, c'est important d'appuyer leur démarche et de soutenir une loi qui nous permettrait de lutter à armes égales avec les autres pays d'Europe », analyse Mickaël Hirat, exploitant agricole et maire de Sivry-la-Perche.

**Défilé des tracteurs rue Mazel**

« On ne parle que de l'acétamipride qui, en plus, ne s'appliquerait qu'aux betteraves, aux noisettes et de manière dérogatoire, mais la Loi agricole ne se résume pas à ça, loin de là », embraye Adrien Seners, le président des Jeunes agriculteurs de la Meuse.

Après un barbecue qui a réuni une cinquantaine de personnes – « on a même dû aller rechercher de la viande » (Seners) -, les manifestants de Maximo ont rejoint leurs homologues du rond-point de l'Europe en traversant Verdun par la rue Mazel, dans un concert de klaxons, vers 14 h 30.

« L'Europe impose tout, c'est le foutoir. En plus, certains pays européens autorisent l'usage de produits qui sont interdits aux paysans français. C'est injuste, ils ont raison de manifester », encourageait un autre automobiliste, aussi déterminé que les agriculteurs meusiens.

Autant de manifestations d'envergure en Meuse où l'on a pu notamment voir le sénateur Franck Menonville, à l'origine de cette loi. Histoire de prendre le pouls de la contestation et d'avertir les agriculteurs des ultimes tractations au parlement.

● **Célia Simon, Matthieu Boedec et Lionel Madella**

Saint-Mihiel

## Le détenu n'apprécie pas qu'on fouille sa cellule

Violences sur agent pénitentiaire et outrage sur personne dépositaire de l'autorité publique. C'est pour ces deux infractions qu'un détenu du centre de détention de Saint-Mihiel a été jugé en comparution immédiate par le tribunal judiciaire de Bar-le-Duc, après avoir été placé en garde à vue.

Cette comparution fait suite à une fouille de sa cellule réalisée par des agentes pénitentiaires le 20 mai. Fouille qui a semblé déplaire fortement au détenu, libérable en 2026. Un peu plus tard, quand deux agents se sont représentés à la porte de sa cellule, il en a insulté un des deux et lui a porté des coups au visage.

Présent à l'audience, le détenu a bien reconnu avoir frappé le surveillant, mais parce qu'il avait lu dans les yeux des deux agents qu'ils allaient le frapper.

Une justification de légitime défense qui n'a pas convaincu le ministère public qui a requis 24 mois de prison. En récidive légale pour ces deux faits, le prévenu/détenu a été condamné à 18 mois de prison. Le tribunal a aussi décidé de le transférer au centre pénitentiaire de Metz.

**Le détenu n'avait pas apprécié que les agents pénitentiaires fouillent sa cellule.** Photo Jean-Noël Portmann

● **K.D.**

Bar-le-Duc

## L'Europe valorisée à l'EPL Agro

« L'Europe, maillon essentiel du développement des territoires ruraux ». En 2025, année du 75e anniversaire de la déclaration de Robert Schuman, la Région Grand Est entend plus que jamais « mettre à l'honneur les ruralités, un an après l'adoption du Pacte pour les ruralités », en mettant en place la 4e édition de l'opération « Le Mois de l'Europe ».

**Naissance de la PAC**

Un mois de mai où la Région multiplie les rendez-vous aux quatre coins de son territoire, ciblant notamment une quinzaine de lycées, dont une étape organisée en fin de semaine à l'EPL Agro de Bar-le-Duc. L'occasion pour Philippe Mangin, vice-président bioéconomie, bioénergies et alimentation durable de la Région et président de l'EPL Agro, de plaider en terrain connu…

Devant une trentaine d'élèves, l'élu régional a naturellement retracé la longue histoire de la construction économique de l'Europe depuis la communauté du charbon et de l'acier, jusqu'à l'émergence de la politique agricole commune (PAC), née du traité de Rome, avec sa réforme capitale de 1992 et l'apparition des aides compensatoires directes ou indirectes aux agriculteurs dans le cadre de la mise en place de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

**Philippe Mangin a plaidé en terrain connu.** Photo Jean-Noël Portmann

**Avant d'aller à Bruxelles**

Mais, ce sont avant tout les politiques de soutien (via des fonds européens) des projets d'envergure qui ont été mises en exergue dans tous les domaines avec plusieurs exemples et témoignages à la clé, avant de poursuivre en ateliers.

« Hasard du calendrier, ces mêmes élèves se rendent ces lundi et mardi au parlement à Bruxelles avec des multiples rencontres au programme », s'est félicité Philippe Mangin, tout en saluant « la grande attention des filles principalement à toutes ces problématiques européennes… »

● **Lionel Madella**